

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice

67

Présents

53

Votants

59

Dont 6 procurations

L'an deux mille vingt quatre le : **Jeudi 11 Juillet** à **18 H 30**
le **Conseil Communautaire dûment convoqué,**
s'est réuni en session **ordinaire** à la **Salle des Fêtes de Sermages**

sous la **Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.**

Date de convocation : 4 Juillet 2024

Etaient présents :

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_110-DE



- **Achun** : Denis LARUE
- **Alluy** : Patrice BONNET
- **Aunay en Bazois** : Patrick CHAUSSAT
- **Avrée** : /
- **Biches** : Annie LECERF
- **Brinay** : Pierre TISSIER-MARLOT

- **Cercy-la-Tour** : Sébastien DESCREAUX
Julien DENOUEL
Caroline MARCEAU
Jean-Michel AGEZ
Monique BERNARD
Michel MULOT

- **Charrin** : Serge CAILLOT, Hervé GARCON

- **Châtillon-en-Bazois** : Michel MARIE
Christine MASCARELLO
Jean-Christophe SAVE

- **Chiddes** : /
- **Chouigny** : Thierry LAPORTE
- **Dun sur Grandry** : Christiane MAURY-JOSSERAND
- **Fléty** : Romain COUGNY
- **Fours** : David BONGARD, Frédéric LEMOINE
- **Isenay** : Pascal PETIT
- **La Nocle-Maulaix** : Pascal PERRIN
- **Lanty** : Annick BERTRAND
- **Larochemillay** : /
- **Limanton** : Patrick REVENEAU
- **Luzy** : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN, Sylvie DELAVELLE,
Florence CHANDIOUX, Floor NUSINK

OBJET :

JURIDIQUE :

PROTOCOLE

D'ACCORD POUR

L'ETANG DE CHEVRES



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : **23/07/2024**

Publié ou notifié
le : **23/07/2024**

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : /
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Jean-Pierre FREQUIN
- **Montaron** : Nicolas REVELIN Supplée Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : Michel DURAND
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : Bernard LEBLANC
- **Semelay** : Guy LAFFAYE
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : /
- **Tazilly** : Pascal GUERIN
- **Ternant** : Olivier FOREST
- **Thaix** : David JOYEUX
- **Tintury** : /
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : /

Procurations de :

- 1 – M. Serge DUCREUZOT à Mme Elisabeth JOSSE
- 2 - M. Olivier FAURE à Mme Florence CHANDIOUX
- 3 – M. Thierry DESCOURS à M. Gilles GONIN
- 4 – M. Christian POUCHELET à Mme Jocelyne GUERIN
- 5 – M. Jean-Jacques LAMALLE à M. Didier BOURLON
- 6 – Mme Marie-Laure PARMENTIER à Mme Caroline MARCEAU

JURIDIQUE : PROTOCOLE D'ACCORD

POUR L'ETANG DE CHEVRES

Monsieur le Président explique que, faisant suite à l'absence de réponse de l'entreprise SARL Roche Fluvial entreprise, et de son assureur, AXA, en ce qui concerne des dommages à la dalle béton de la cloison amovible du moine de l'étang de Chèvres, qui rend l'ouvrage impropre à sa destination, une saisine du Tribunal Administratif a été effectuée, ce qui a débouché sur une ordonnance d'expertise judiciaire en date du 10 mai 2022, qui a été rendue le 28 décembre 2022.

Celle-ci a conclu à « l'abaissement du niveau d'eau de l'étang de Chèvres à rechercher dans la base du moine du fait de la dégradation du béton du radier, support de la traverse de base de la structure métallique ».

Le rapport donne raison à la requête de la Communauté de Communes. Dans l'attente d'un jugement du Tribunal Administratif de Dijon, une tentative de conciliation amiable a été intentée auprès de l'assureur.

Après plusieurs mois de tentatives infructueuses, nous avons pris connaissance de la réponse d'AXA, transmise par les soins de notre avocate Maître AGIN, par courrier en date du 6 juin 2024 sur la proposition transactionnelle relative à l'affaire de l'étang de chèvres.

Cette proposition indique qu'AXA est d'accord pour en terminer sur les bases suivantes :

- Au titre de la garantie décennale, une prise en charge de 75 936 € déduction de la franchise de 3 835,16 €, soit une proposition de 72 100,84 €.
- Une somme de 5 000 € pour le préjudice de jouissance et les frais d'avocat.
- Une prise en charge des frais d'expertise de 4 603 €.

Un protocole d'accord a été rédigé et permettrait, dès qu'il sera mis en œuvre, de lever les poursuites auprès du Tribunal Administratif, et de mettre fin à l'affaire.

Pour mémoire, un devis à actualiser faisait état d'un montant de travaux de 49 200 € TTC, auxquels il faut ajouter les frais de maîtrise d'œuvre et d'aléas.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité,

- **approuve le protocole d'accord transactionnel pour l'étang de chèvres tel que présenté,**
- **autorise Monsieur le Président à signer le protocole d'accord transactionnel avec AXA,**
- **autorise Monsieur le Président à prendre à toutes les mesures nécessaires à l'application de cette délibération.**

**La Secrétaire de Séance,
Annie LECERF.**



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 11 Juillet 2024**

**Le Président,
Serge CAILLOT.**



Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_110-DE



PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

Entre les soussignés

La COMMUNAUTE DE COMMUNES BAZOIS LOIRE MORVAN, venant aux droits de la COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD MORVAN, prise en la personne de son Président, Monsieur Serge CAILLOT, domicilié en cette qualité au siège sis 11 Place Lafayette 58290 MOULINS-ENGILBERT, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020 ;

D'une part,

ET

AXA ASSURANCES IARD, numéro SIREN 775699 309, entreprise régie par le Code des Assurances dont le siège social est sis 26 rue Drouot 75009 PARIS, assureur de la SARL ROCHE FLUVIAL ENTREPRISE
N° de sinistre 4018221504

D'autre part,

Il a été préalablement exposé que :

La COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD MORVAN devenue la COMMUNAUTE DE COMMUNES BAZOIS LOIRE MORVAN est propriétaire d'un étang appelé l'Etang de Chèvres.

En 2012, La COMMUNAUTE DE COMMUNES BAZOIS LOIRE MORVAN avait pris attache avec la SARL ROCHE FLUVIAL ENTREPRISE afin d'effectuer des travaux de réhabilitation au niveau de l'étang de Chèvres dans le cadre d'un marché public.

Ce marché a été signé en date du 4 juillet 2012.

Une partie des travaux a été sous-traitée à l'entreprise GROSSETETE qui a été placée en liquidation judiciaire par jugement en date du 9 février 2016.

Dans le cadre de ces travaux de réhabilitation, la COMMUNAUTE DE COMMUNES BAZOIS LOIRE MORVAN a signé un contrat de maîtrise d'œuvre délégué à SOMIVAL, contrat signé le 29 août 2011.

Un procès-verbal de réception avec réserves a été signé le 21 septembre 2012. Les réserves n'ont pas été levées.

Un décompte général et définitif du marché à forfait ainsi que diverses factures ont été établis.

Vers la fin de l'année 2012, début 2013, la COMMUNAUTE DE COMMUNES BAZOIS LOIRE MORVAN s'est aperçue d'une fuite de l'étang.

Il s'agissait d'une fuite au niveau du moine.

Dès le 31 juillet 2013, la COMMUNAUTE DE COMMUNES BAZOIS LOIRE MORVAN a adressé un courrier à la SARL ROCHE FLUVIAL ENTREPRISE pour l'informer des désordres constatés.

Ce courrier est resté dans réponse et c'est la raison pour laquelle un second courrier a été adressé à la SARL ROCHE FLUVIAL ENTREPRISE le 22 septembre 2014.

A la suite de ces deux courriers de constatation des désordres, la COMMUNAUTE DE COMMUNES BAZOIS LOIRE MORVAN a été dans l'obligation de déclarer ce sinistre à sa compagnie d'assurance protection juridique qui a délégué SARETEC pour diligenter une expertise amiable.

Un premier rapport d'expertise amiable a été déposé le 21 septembre 2016 et un second rapport a eu lieu récemment le 17 janvier 2022.

Il apparaît que la dégradation de cette dalle en béton est à l'origine de la fuite de l'étang.

Cette fuite de l'étang de Chèvres rend l'ouvrage impropre à sa destination.

Ce dommage engage la responsabilité décennale de la SARL ROCHE FLUVIAL ENTREPRISE qui est titulaire d'un contrat de louage d'ouvrage et de son sous-traitant GROSSETETE qui a posé la structure métallique sur un support en mauvais état.

La COMMUNAUTE DE COMMUNES BAZOIS LOIRE MORVAN a été contrainte de recourir à la procédure de droit commun et de solliciter avant tout débat une mesure d'expertise destinée à évaluer les désordres qui affectent le moine de l'étang de Chèvres.

Par une ordonnance rendue le 10 mai 2022, le Juge des Référé du Tribunal Administratif de DIJON a ordonné une expertise et il a désigné en qualité d'expert Monsieur WANERT, Docteur en géologie.

Les parties ont été convoquées à une réunion d'expertise et un rapport définitif a été déposé le 28 décembre 2022.

Il en résulte que la responsabilité de la SARL ROCHE FLUVIAL ENTREPRISE et de son assureur AXA, est établie.

C'est dans ces conditions que les parties se sont rapprochées et après réflexions, pour parler et discussions sont convenues de mettre fin au différend qui les oppose par la présente transaction intervenue au prix de concessions réciproques.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 :

AXA en sa qualité d'Assureur de ROCHE FLUVIAL, accepte de verser à la COMMUNAUTE DE COMMUNES BAZOIS LOIRE MORVAN les sommes transactionnelles comme suit :

- 72 100,84 € au titre de la prise en charge des travaux de reprise.
- 5 000 € au titre du préjudice de jouissance et des frais d'avocat.
- 4 603 € de remboursement des frais d'expertise.

Ce règlement sera effectué par un virement bancaire sur le compte CARPA de Maître AGIN, Avocat au Barreau de NEVERS, dans un délai maximal de 10 jours suivant la signature du présent protocole.

Article 2 :

En contrepartie, sous réserve du parfait paiement de l'indemnité prévue à l'article 1, la COMMUNAUTE DE COMMUNES BAZOIS LOIRE MORVAN accepte de se désister de la procédure actuellement pendante devant le Tribunal Administratif de DIJON.

Article 3 :

En conséquence de ce qui précède, et sous réserve de la parfaite et entière exécution des engagements visés au présent protocole, les parties déclarent n'avoir plus aucune réclamation à formuler l'une à l'encontre de l'autre, ayant pour origine les travaux litigieux.

Chacun des parties conservera à sa charge les frais du présent protocole.

Article 4 :

Les parties déclarent disposer de la pleine et entière capacité juridique de conclure la présente transaction.

Les parties déclarent que la présente transaction reflète exactement le résultat des discussions préalables entre elles ; elles déclarent avoir disposé du temps et des conseils nécessaires pour l'étude, la négociation et la signature de la présente transaction, dont elles reconnaissent avoir apprécié la nature et la portée.

Chacune des parties s'engage à exécuter de bonne foi et sans réserve le présent protocole, lequel comporte des concessions réciproques et constitue une transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Il a autorité de la chose jugée, et ne peut être attaqué pour cause d'erreur de droit ni pour cause de lésion, conformément à l'article 2052 du Code Civil.

Il constitue une convention par laquelle les parties mettent fin à une contestation née ou prévient une contestation à naître.

Fait en autant d'exemplaires que de parties

A MOULINS EN BOURGOGNE

Le 21/07/2024

Signature de chacune des parties précédée de la mention manuscrite suivante :

« Lu et approuvé, Bon pour acceptation de transaction »

COMMUNAUTE DE COMMUNES BAZOIS LOIRE MORVAN

Lu et approuvé, Bon pour acceptation de transaction,
le Président, Serge CAILLON,

AXA ASSURANCES, Assureur de ROCHE FLUVIAL